

ÉNERGIE

Éolien flottant, hydrolien... : les énergies marines peinent encore à accélérer en France

L'Observatoire des énergies marines renouvelle le constat d'une filière française à la peine en 2025, freinée par le manque de chantiers.

FLORENCE FALVY, CORRESPONDANTE À NANTES

Les derniers chiffres de l'Observatoire des énergies marines ont été dévoilés ce 19 mai à l'occasion de Seanergy à Nantes, le grand rendez-vous annuel de la filière qui regroupe un écosystème d'activités industrielles, d'ingénierie et de services, allant de la conception des technologies à leur fabrication, leur installation en mer et leur maintenance. Et le constat est clair : éoliennes marines, hydrolien (énergie des courants)... les innovations ne sont pas à la hauteur des ambitions affichées.

L'année 2025 a en effet marqué une inflexion nette pour la filière française des énergies marines renouvelables (EMR). Les principaux indicateurs économiques ont viré au rouge. D'après l'OEM, l'emploi recule

de 7 %, soit 559 équivalents temps plein perdus, tandis que les investissements (2,7 milliards d'euros) enregistrent une baisse de 11 %, confirmant une tendance déjà amorcée.

Le chiffre d'affaires, lui, chute plus fortement encore, à -20 % sur un an pour atteindre 3,2 milliards d'euros.

Cette contraction s'explique d'abord par un ralentissement de l'activité industrielle particulièrement visible chez les sous-traitants et fournisseurs. L'export souffre davantage (-41%), avec une chute marquée liée au repli des activités de fabrication et d'assemblage (-55%).

Le manque de projets en ligne de mire

À l'origine de ce trou d'air selon l'OEM : un déficit de projets en construction. Les données de l'observatoire montrent une corrélation directe entre le volume de chantiers et le niveau d'emploi dans la filière. Moins de parcs en travaux signifie mécaniquement moins d'activité industrielle et de retombées économiques.

Après plusieurs années dynamiques portées par des mises en chantier successives, le rythme s'est ralenti. En 2025, seuls

quelques parcs sont encore en construction et les nouvelles attributions de projets restent irrégulières. Et ce manque de visibilité pèse sur les stratégies industrielles, certaines entreprises ajustant leurs investissements ou leurs effectifs.

Dans ce contexte morose, une technologie continue de tirer son épingle du jeu : l'éolien en mer. Elle représente l'écrasante majorité de l'activité, concentrant 93% des emplois du secteur, soit 7 218 équivalents temps plein.

La montée en puissance des parcs français se confirme. À fin 2025, plusieurs sites commerciaux sont en service, rejoints depuis par de nouveaux projets opérationnels. Trois parcs éoliens en mer (Saint-Nazaire, Fécamp et Saint-Brieuc) étaient totalement en service en France à fin 2025.

Mais seuls deux parcs commerciaux d'éolien (Dieppe - Le Tréport et Courseulles-sur-Mer) sont en construction alors que les nouvelles attributions de projets restent irrégulières. Sur la seule année, plusieurs centaines de mégawatts ont été raccordés, permettant de produire 5,7 térawattheures d'électricité, soit l'équivalent de la consommation de 2,6 millions de personnes.

Parallèlement, l'éolien flottant a franchi un cap avec la mise en service de sa première ferme pilote en France (Provence Grand Large), tandis que d'autres projets (EolMed et Éoliennes flottantes du Golfe du Lion) avancent vers une mise en exploitation prochaine.

Des ambitions intactes mais exigeantes

Ce creux conjoncturel contraste avec les ambitions nationales. La programmation énergétique prévoit 15 gigawatts d'éolien en mer installés à l'horizon 2035 et jusqu'à 45 gigawatts en 2050. Des volumes importants d'appels d'offres d'hydrolien (250 mégawatts) doivent être attribués en 2030 pour maintenir la trajectoire. En parallèle, 10 gigawatts de nouvelles capacités d'éolien en mer devront être attribués d'ici à début 2027 afin de permettre l'atteinte de ces objectifs.

L'enjeu est clair : assurer un calendrier régulier et lisible de projets pour donner de la visibilité à l'ensemble de la chaîne de valeur. Sans cette continuité, la filière risque d'enchaîner les cycles d'expansion et de ralentissement au détriment de sa structuration et de sa compétitivité.

Pour les acteurs des EMR, 2025 apparaît ainsi comme une année de transition, voire de creux dans un cycle plus long. Reste à transformer l'essai. Le véritable décollage dépendra de la capacité à enchaîner les projets et à sécuriser les investissements dans la durée. À défaut, la vague attendue pourrait encore tarder à se former. **LT**



Parc éolien de Saint-Nazaire en Loire-Atlantique. TIM FOX - PRODUCTION CAPA CORPORATE